



[www.cipoml.net](http://www.cipoml.net)

# Solidarité avec la lutte des travailleurs et des masses populaires en France

Depuis le 17 novembre, un mouvement d'ampleur mobilise des dizaines de milliers de personnes, qui ont enfilé un gilet jaune et qui occupent des carrefours routiers, bloquent les péages d'autoroutes et manifestent chaque samedi dans les villes et à Paris. Ce mouvement s'est également développé à l'île de la Réunion, une des colonies de l'impérialisme français.

Parti du refus d'une nouvelle augmentation de la taxe prélevée par l'Etat sur les carburants, ce mouvement s'est étendu très rapidement via les réseaux sociaux et a bénéficié d'une forte couverture médiatique, notamment de la part des chaînes d'information en continu.

Les images d'affrontements violents, de centaines de « gilets jaunes », sans banderoles ni drapeaux d'organisations, qui s'en prennent aux magasins situés dans les quartiers riches de Paris, qui crient « Macron démission », ont fait le tour du monde. Dans plusieurs pays, notamment en Europe, beaucoup de gens se sont retrouvés dans cette colère, dans cette dénonciation radicale du mépris des hauts dirigeants, des élites, dans la radicalité du discours et des actes des manifestants. Ce mouvement des gilets jaunes a suscité de la sympathie, en France comme dans d'autres pays d'Europe, mais il a aussi posé des questions, sur sa nature, ses objectifs et ses perspectives.

Le mouvement des « gilets jaunes », en France, marque l'entrée dans la lutte sociale de nouveaux secteurs des masses populaires des zones rurales et péri urbaines. Il s'agit de secteurs de la petite bourgeoisie, d'ouvriers qui travaillent principalement dans les petites et très petites entreprises, peu syndiqués, de travailleurs pauvres, d'artisans, de professions libérales, de petits patrons...

Tous subissent les conséquences des politiques néolibérales, menées depuis des années par les gouvernements de droite et sociaux démocrates, politiques que Macron a aggravées et amplifiées. Cela se traduit par la liquidation des services publics de proximité, notamment les transports publics, la liquidation de la protection sociale... et par l'augmentation continue des taxes, des prix de produits de première nécessité comme l'électricité et le gaz... De plus, Macron et son gouvernement ont transféré des milliards aux riches et aux grandes entreprises sous formes d'aides publiques, d'allègements d'impôts et de cotisations sociales aux grandes entreprises, aux grandes fortunes.

C'est pourquoi Macron est largement identifié comme le président des riches et des grands patrons.

Quand ce mouvement a voulu manifester dans les quartiers riches de Paris, Macron et son gouvernement ont répondu par la répression. Chaque samedi, des milliers de policiers et de gendarmes ont arrêté des centaines de manifestants. Cela n'a fait que radicaliser davantage les plus déterminés des gilets jaunes.

Les gilets jaunes s'étaient jusqu'à présent tenus à l'écart du mouvement ouvrier, syndical et populaire organisé, qui combat depuis des années la politique néolibérale des gouvernements successifs. Cela est en grande partie lié à sa composition sociale hétérogène et se traduit par un « apolitisme » revendiqué et un rejet des organisations syndicales. Cette attitude est aussi encouragée par des forces réactionnaires qui agissent dans ce mouvement. Mais ce mouvement, ou du moins les secteurs populaires qu'il entraîne, est perméable aux exigences portées par le mouvement ouvrier et populaire qui se bat. C'est pourquoi, on retrouve dans les plate formes des piquets de gilets jaunes, des revendications proches de celles du mouvement ouvrier et populaire.

Elles portent essentiellement sur les augmentations du salaire minimum (le SMIC), des pensions, des aides sociales et sur une plus grande taxation des grosses entreprises et une plus grande justice sociale. Bien évidemment, ces revendications se retrouvaient au milieu d'autres qui correspondent aux intérêts de petits patrons, voire des revendications réactionnaires, notamment sur la question des immigrés et des réfugiés.

Ce mouvement a suscité la sympathie en France et au niveau international, car il a pris pour cible un des représentants de l'oligarchie, Macron, un président arrogant, qui donne des leçons à tout le monde. Ce mouvement vient aussi après les grandes manifestations, les mouvements de grève, qui se sont succédé depuis des années en France et qui témoignent de la vitalité de la lutte de classe, de la combativité de la classe ouvrière, des masses travailleuses, des femmes travailleuses, des jeunes de milieux populaires.

Dans ce contexte, les lycéens se sont mobilisés pour leurs revendications propres, contre les réformes de l'enseignement de Macron et pour la défense de l'enseignement public. Ils se sont heurtés à la violence du gouvernement.

Macron a été obligé de reculer sur la question de la hausse des taxes sur le carburant qui était à la base de la protestation, mais il n'a pas répondu aux autres exigences, notamment celle de l'augmentation réelle du salaire minimum, et c'est pourquoi la lutte continue.

Le mouvement des gilets jaunes a créé de la peur au sein de la bourgeoisie, du fait du chaos économique et social créé, dans le contexte de l'aiguïsement de la crise et de l'impopularité croissante de Macron. Cela a obligé le gouvernement à faire quelques concessions pour essayer de freiner la lutte.

Pour le moment, les réponses données par Macron et le gouvernement sont très loin des exigences.

La mobilisation ouvrière doit monter, notamment dans les entreprises, à travers la grève et dans la rue, pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux.

Ce mouvement montre l'importance pour le mouvement ouvrier et syndical, pour les organisations qui luttent contre le néolibéralisme, pour les organisations révolutionnaires, pour les partis et organisations marxistes léninistes, de prendre en mains les exigences de toutes les couches des masses populaires victimes des politiques néolibérales.

Cela ne peut se faire qu'à travers la lutte politique pour unir la classe ouvrière autour de ses intérêts de classe, pour qu'elle prenne la direction du combat des larges masses populaires.

C'est pourquoi, il faut, comme le dit notre parti frère, le PCOF, développer l'opposition ouvrière et populaire à la politique au service des riches, des patrons et des marchands de canons.

**Comité de coordination de la Conférence Internationale des partis et  
Organisations marxistes Léninistes – CIPOML.**

Décembre 2018.